



UN GESTE DE PAIX

Par la décision de libérer les gardes somozistes, le gouvernement nicaraguayen donne une preuve de sa bonne volonté.

LACHER LES TIGRES QUI SE NOURRISSAIENT DE NOTRE SANG ?

La libération des Gardes somozistes est une décision qui fait mal. Pourtant les Nicaraguayens savent que c'est un passage obligé pour parvenir, enfin, à la paix.

MAIS QU'ATTENDENT LES ETATS-UNIS ?

Politique extérieure du gouvernement Bush : un grand vide venu du nord.

PLAN DE LUTTE DES PAYSANNES CONTRE LA DISCRIMINATION

Elles en ont assez d'être considérées par les hommes comme la cinquième roue de la charrette: les travailleuses des coopératives passent à l'attaque.

EL SALVADOR : UNE ETRANGE TREVE

L'armée salvadorienne a décrété une trêve unilatérale, en l'absence de toute négociation. Le commandant Venancio Salvatierra nous livre l'analyse du FMLN.

DROITS DE L'HOMME : QUI EST QUI EN AMERIQUE CENTRALE?

Un tableau de la situation des droits de l'homme en Amérique centrale: le Nicaragua et le Costa-Rica sont les mieux placés.

EN BREF :

- L'AMERIQUE LATINE S'ORGANISE FACE A LA DETTE
- D'AUTRES CULTURES POUR REMPLACER LE COTON
- SESSION DE L'OIT : ECHEC AUX MANOEUVRES CONTRE LE NICARAGUA
- GRAND CONCOURS DU ROMAN POLICIER

40P 11481

UN GESTE DE PAIX

par Roberto García Boza

Managua, 1er mars (ANN). Le 14 février dernier, à San Salvador, le gouvernement nicaraguayen s'est engagé à libérer les gardes somozistes emprisonnés. Cet engagement unilatéral reprend l'accord bilatéral passé à Sapoá.

Les 22 et 23 février 1988, le gouvernement avait annoncé sa décision d'amnistier "les membres de l'armée du régime précédent emprisonnés pour des délits commis avant le 19 juillet 1979, cette mise en liberté étant conditionnée par la signature du cessez-le-feu définitif et soumise à l'avis de la Commission inter-américaine des droits de l'homme". En gage de bonne volonté, il avait promis de mettre en liberté cent prisonniers contras, ce qui avait été fait aux dates prévues.

La signature des accords de Sapoá a provoqué au sein de la Contra une rupture qui a culminé avec l'expulsion des chefs militaires W.C. Lopez ("Toño") et D. Hernandez ("Fernando"), la désertion de J.M. Carazo et le remplacement de A. Calero comme négociateur, tous signataires des accords.

Dans les rangs de la Contra, la tendance la plus belliciste a alors dominé, encouragée et soutenue par les Etats-Unis et dirigée par l'ex-colonel somoziste Enrique Bermudez, qui ont systématiquement saboté les accords jusqu'à leur rupture : en refusant le cessez-le-feu, ils repoussaient d'autant la libération des gardes somozistes. La direction Contra a annoncé à la mi-avril 88 la libération immédiate de séquestrés à Wamblan, au nord de la Côte atlantique, puis de 66 séquestrés à Ciudad Guatemala le 19 juin, promesses sans suite.

Dans cette agression financée par les Etats-Unis depuis 1981, la séquestration est devenue pour les mercenaires une méthode régulière d'intimidation, de guerre psychologique et de renouvellement de chair à canon. Les témoignages abondent de paysans enlevés devenus "contras" malgré eux après l'attaque de leur village ou de leur coopérative par un groupe contrarévolutionnaire. Entre 80 et 87, les diverses enquêtes sur les atteintes aux droits de l'homme ont signalé plus de 6000 cas de civils et 1000 militaires séquestrés, dont on suppose qu'une bonne partie a été assassinée.

Malgré cette situation, le gouvernement nicaraguayen a démontré sa volonté de paix : il en a créé les conditions avec sa proposition unilatérale, sans précédent en Amérique latine. Dans les jours qui viennent, en application de l'engagement pris à San Salvador, environ 1900 gardes somozistes seront libérés, selon le projet de remises de peine que le président Ortega a remis hier à l'Assemblée nationale.

LACHER LES TIGRES QUI SE NOURRISSAIENT DE NOTRE SANG ?

par Michèle Faure

Managua, 3 mars (ANN). L'Assemblée nationale est en train de décider des remises de peine aux ex-gardes somozistes. Mais pour tout un peuple, les blessures saignent encore.

La Commission des droits de l'homme et pour la paix de l'Assemblée nationale a commencé le 1er mars à examiner le projet de remise de peine de 1932 ex-gardes somozistes. Ses travaux s'appuient sur les recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de l'OEA, qui a déjà examiné les dossiers. Elle devra déterminer si elle accorde une remise de peine générale ou si elle admet des distinctions entre les cas.

La coupe est amère, comme l'a dit Daniel Ortega. De très nombreuses familles ont perdu un des leurs dans la guerre de libération, au front ou dans un acte terroriste de la Contra.

C'est pourquoi chacun se sent concerné par la libération des gardes. Beaucoup, comme Roberto Fonseca qui a exprimé son opinion dans *Barricada* du 3 mars, ne mettent pas, après dix ans, tous les prisonniers dans le même sac.

"Ce n'est un secret pour personne que, dans les prisons, certains criminels reconnus s'appellent "mon colonel" ou "mon capitaine", parce qu'ils se sentent encore membres de la Garde. Ceux-là ne se sont jamais intégrés aux programmes de rééducation. Au contraire, ils ont menacé de mort ceux d'entre eux qui le faisaient. Ils leur ont promis de leur "régler leur compte" après leur libération ou le triomphe de la Contra (...) Ils ont refusé d'apprendre un métier et, s'ils sortent, ce n'est pas pour travailler. La seule chose qu'ils ont apprise - et savent encore -, c'est tuer selon les manuels de la Garde somoziste. Nous ne sommes pas disposés à ce qu'ils s'entraînent à nos dépens. Remise de peine à ceux qui sont malades ou qui ont reçu des condamnations de moindre importance. Mais non à ces criminels acharnés. C'est à l'Assemblée nationale et aux organismes consultés que revient la responsabilité de libérer ceux qui le méritent ou de lâcher ces tigres qui aimaient à se nourrir du sang du peuple, comme ils le disaient eux-mêmes".

Djoris Tijerino, qui a été très souvent arrêtée et torturée durant la dictature, explique pour sa part : "Je pense que ce problème ne peut être considéré à partir d'une expérience personnelle. C'est vrai que nous avons souffert dans notre chair, mais ces criminels nous ont torturés et tués parce qu'à leurs yeux nous représentons le peuple".

Tout le monde a en mémoire le sort de ceux qui ont disparus, enlevés par les mercenaires, et dont on ne sait rien. A l'issue d'une rencontre avec le président Ortega,

le cardinal Obando a reconnu la nécessité de former une commission qui ira au Honduras intercéder en leur faveur auprès de l'archevêque de Tegucigalpa et de la Commission nationale de réconciliation hondurienne. En attendant, l'angoisse des mères continue.

C'est un moment très douloureux que vivent les Nicaraguayens.

Deux lettres reflètent l'état d'esprit de ceux qui, après les horreurs de la dictature et celles de l'agression contre-révolutionnaire, ravalent leur peine, parce que c'est le prix à payer pour la paix. La première vient d'être envoyée par un survivant pour le sixième anniversaire du massacre d'un bataillon de la Jeunesse sandiniste, à San José de Las Mulás, aux mères de ses compagnons tués au combat. La seconde est celle de la Commission des mères pour la paix et la défense de la vie à l'Assemblée nationale.

Chères mères des héros de San José de Las Mulás, il y a six ans, notre jeunesse a versé son sang pour défendre son projet, la révolution populaire sandiniste.

Un combat inégal a commencé à trois heures du matin: 200 gardes armés de FAL, de M-16, de fusils mitrailleurs M-60, de fusées LAU, de mortiers de 60 mm, contre 54 jeunes du bataillon de réserve de la Jeunesse sandiniste, avec seulement des BZ et un M-60. Après sept heures d'intense affrontement, 23 frères sandinistes sont tombés, avec à la bouche des chants de lutte. Le cri de Leonel Rugama dans la bouche de Roberto Talavera. Le commandement de "Chocoyo" (Ricardo), notre chef de groupe. Le courage du "ne faiblissez pas, allez-y dur" de notre responsable politique, Oswaldo Manzanares. La résistance de Macnery avec le M-60. Celle d'Alfonso, des frères Madrigal, de "Calama", de Henry, Nol, Julio, Sergio, Miguelito et Giovanni, tous de l'Association des Enfants sandinistes. Celle de Julio Jimenez, Jimmy, Cesar, Mariano, Esteban Guido, Esteban Mendoza, "Danto", Francisco et nos autres compagnons.

Nous ne pardonnerons jamais les crimes des Gardes somozistes. Ils peuvent sortir de prison, mais qu'ils ne s'avisent pas de lever un seul doigt contre notre peuple et ses héros, parce qu'ils retourneront d'où ils viennent ou seront écrasés. Qu'ils profitent de l'occasion que leur donne la révolution, mais qu'ils ne croient pas que nous allons pardonner leurs crimes, car ce serait oublier nos frères tombés. Chères mères héroïques de San José de Las Mulás, vous avez des milliers de fils, les Cachorros de Sandino, et ils ne vont pas permettre que l'on vous tourmente encore. Nous avons le devoir éternel de garder le souvenir de nos frères tombés. Nous désirons la paix pour immortaliser encore davantage leur présence.

Je vous serre très fort dans mes bras en cet anniversaire.

Juan José Pupiro, survivant du massacre.

Message de la Commission des mères pour la paix et la défense de la vie à tous les parlementaires :

Compañeros, vous allez discuter l'approbation des remises de peine pour les ex-gardes somozistes. Nous, les mères de la Commission pour la paix et la défense de la vie, voulons vous dire que nous soutenons les accords souscrits par notre gouvernement révolutionnaire parce que nous savons que qu'ils sont nécessaires pour obtenir la paix, même si c'est au prix pour nous d'une plus grande douleur. Cependant, nous sommes disposées à nous sacrifier pour mettre fin à la guerre, éviter d'autres souffrances aux familles nicaraguayennes, souffrances provoquées par le gouvernement des Etats-Unis.

Nous croyons que si la guerre s'arrête, nous pourrions reconstruire notre patrie.

Nous sollicitons de tous les parlementaires, sans distinction politique ou religieuse, qu'en approuvant ce décret ils pensent à nos enfants, qu'ils se souviennent des séquestrés. Si on veut la liberté des assassins du peuple, nous, nous ne voulons pas rester les mains vides, nous voulons qu'on nous rende nos enfants.

Nous demandons au cardinal Obando qu'il compatisse avec la douleur de son peuple et qu'il entreprenne des démarches pour le retour de nos enfants. Nous voulons la paix, et nos enfants en vie.

Pour la commission, Gloria Jarquín et Aura Lila Monila.

Managua, le 27 février 1989.

MAIS QU'ATTENDENT LES ETATS-UNIS ?

par William Robinson

Washington, 28 fév.(ANN). L'Administration Bush, au deuxième mois de son mandat, n'a toujours pas constitué l'équipe chargée des affaires latino-américaines. Ce vide, tant théorique que stratégique, laisse place aux intrigues de couloirs à Washington. Sur les cinquante hauts fonctionnaires du département d'Etat, seulement cinq ont été officiellement nommés avec ratification du Sénat, selon les sources du comité sénatorial des Relations extérieures.

Parmi les postes vacants figure celui du sous-secrétaire aux questions interaméricaines. Une dizaine de noms ont déjà été avancés pour cette charge. On a parlé de R. Helander, banquier associé des Rockefeller appartenant à l'aile modérée du Parti républicain, comme favori du secrétaire d'Etat J. Baker. R. Helander s'est prononcé en faveur d'un règlement négocié du conflit centraméricain et il a fait du problème de la dette une priorité de la politique étatsunienne vis-à-vis de l'Amérique latine. Mais sa

candidature a été écartée devant la colère des secteurs conservateurs, qui exigent une ligne plus dure contre le Nicaragua.

Par la suite, d'autres noms ont surgi, mais fin janvier celui de B. Aronson s'est détaché, bien qu'il ne soit pas officiellement nommé. Le choix de B. Aronson, démocrate mais fervent défenseur de la Contra sous Reagan, répond à la volonté de mener une politique de consensus bipartite, émanant de l'exécutif républicain et recevant l'appui des démocrates majoritaires au Congrès.

Mais sa candidature est sujette à controverses, ceux qui s'y opposent signalent que B. Aronson n'a aucune expérience des relations avec l'Amérique latine, qu'il ne s'est jamais mêlé des questions latino-américaines hormis son soutien à la Contra, et qu'il ne parle même pas l'espagnol.

Le dernier à avoir occupé ce poste, Elliot Abrams, de la droite la plus dure, a été le principal architecte de l'échec politique de la Contra au Nicaragua. Il a exprimé son ferme soutien à B. Aronson: "C'est un choix magnifique, l'Administration a choisi un vrai ami de la Résistance nicaraguayenne".

Mais pour sa part, le Conseil aux questions américaines a annoncé récemment que le choix d'un candidat doté d'une si faible expérience dans la politique de l'hémisphère pour un poste tellement central et influent amène à s'interroger sur la volonté de la nouvelle Administration à mener dans la région une politique qui lui soit propre, indépendamment de la politique passée.

Les porte-parole de J. Baker ont prévenu que la nomination officielle du chef de la diplomatie étatsunienne pour l'Amérique latine n'aurait pas lieu avant fin mars, tandis que des membres du Congrès affirment que le débat au Sénat sur la ratification de cette nomination risque d'être intense et polémique. Après le scandale qui entoure la nomination de J. Tower au ministère de la défense, les démocrates pourraient se sentir encouragés à repousser la candidature de B. Aronson.

Au cours des trois premières initiatives en matière de politique extérieure - le voyage du secrétaire d'Etat J. Baker dans les pays européens de l'OTAN, la tournée de Bush en Extrême-Orient et la présence du vice-président Don Quayle à la cérémonie d'investiture du président du Venezuela - on a noté l'absence des sous-secrétaires d'Etat pour ces régions, aucun n'étant nommé...

Selon certaines analyses, la lenteur du gouvernement Bush à définir ce corps politique reflète les conflits internes sur la conduite à tenir dans les régions-clés pour les intérêts américains où Reagan a connu des échecs, tel le Moyen-Orient et surtout l'Amérique centrale.

D'autres considèrent ce vide comme une manifestation de la perte d'initiatives des Etats-Unis sur la scène internationale face à la dynamique soviétique, à la croissance de deux nouveaux pôles capitalistes, Europe de l'ouest et Japon, à l'indépendance grandissante de certaines régions telle que l'Amérique latine, ou ces derniers pas centraméricains en faveur de la paix ont complètement pris de vitesse l'Administration Bush.

Le développement de relations bilatérales et multilatérales entre les Etats-Unis et le continent latino-américain semble figé dans un étrange statu quo, de l'avis de certains diplomates latino-américains. Les diverses sections du département d'Etat, dépourvues de personnel de haut niveau répondent invariablement à les derniers: "Patience, nous attendons des orientations". Un diplomate centraméricain commente: "A l'OEA, chaque discussion porte sur les initiatives politiques à prendre, les conseillers étatsuniens - il n'y a pas d'ambassadeurs - répondent par un "ni oui ni non". Jusqu'au chef du commandement sud, dans la zone du canal de Panama, qui s'est plaint la semaine dernière de l'absence de ligne politique vis-à-vis de l'Amérique latine. Des diplomates étatsuniens, en poste en Amérique centrale, protestent à travers les médias pour n'avoir reçu directive sur l'attitude à adopter face aux accords de San Salvador.

De nombreux observateurs laissent entendre que ce vide laissé par l'Administration Bush ouvre un espace aux pays centraméricains pour accélérer le processus de paix, hors de l'ingérence étatsunienne. Mais, ajoutent-ils, les Etats-Unis sont le protagoniste central du conflit, et tôt ou tard, ils devront se situer clairement. Les premières manifestations de prise de position seront la nomination définitive du sous-secrétaire aux Affaires interaméricaines et la réponse de la Maison Blanche au démantèlement de la Contra prévu par les accords de San Salvador, qui enterrent symboliquement la politique de Reagan.

PLAN DE LUTTE DES PAYSANNES CONTRE LA DISCRIMINATION

par Isabel Rodriguez

Managua, 1er mars, (ANN). La première rencontre des femmes de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), qui a eu lieu à Managua à la fin du mois de février, a reflété leur détermination à combattre pour l'égalité réelle dans la société nicaraguayenne.

En effet, comme a souligné Daniel Nuñez, dirigeant de l'UNAG, le programme historique du FSLN insiste sur l'égalité économique, politique et culturelle entre les femmes et les hommes.

Les femmes ont joué un rôle éminent dans la lutte de libération et, après le triomphe, dans tous les aspects de la vie nationale. Mais, selon les 150 déléguées paysannes venues de tout le pays, leur situation dans l'agriculture reste marquée par la discrimination bien que leurs revendications aient beaucoup avancé.

Pendant les huit dernières années, les paysannes ont affronté la guerre avec un immense courage. Même si parfois elles ont perdu leur famille entière, elles n'ont pas faibli dans la défense du pouvoir révolutionnaire. "L'UNAG a un engagement vis-à-vis des femmes, car elle a une dette envers elles", a souligné D. Nuñez.

Toute la problématique de la paysanne a été analysée pendant deux jours par différentes commissions. Il ressort de ces travaux que dans l'agriculture, malgré l'apport des femmes, chaque pas en avant rencontre une ferme opposition des hommes. Comme l'a fait remarquer le président Ortega, qui a rencontré les déléguées à la fin des débats, "il est inadmissible de tolérer des attitudes discriminatoires dans un processus révolutionnaire". Mais la révolution n'a pas pu en finir complètement avec les comportements transmis par une éducation machiste héritée du passé. Malgré la volonté politique qui soutient tout le processus en marché, les atteintes aux droits de la femme existent toujours.

Le document final de la rencontre est un véritable plan de lutte. Les paysannes y réclament l'accès à la terre et aux crédits bancaires. Elles demandent également la modification des lois qui régissent les coopératives et la révision de leur règlement interne, de façon à établir le droit des femmes à être membre à part entière et à bénéficier d'une formation pour faciliter leur promotion à des postes de responsabilité. Elles revendiquent en outre la réglementation des congés maternité.

Cette résolution finale répond aux attentes exprimées par les déléguées, qui ont abondamment décrit la condition réelle des paysannes.

La déléguée d'une coopérative de Pantasma (département de Matagalpa, au nord du pays) a raconté par exemple que les hommes se sont partagé les bénéfices d'une vente de bétail, alléguant que les cinq femmes du collectif ont peu de rendement.

Pourtant la preuve de l'efficacité des femmes n'est plus à faire: dans une autre coopérative, près de Matagalpa, une enquête a révélé que les femmes ont atteint 80 % de l'objectif de travail, tandis que les hommes ne l'ont réalisé qu'à 20 %.

La discrimination prend d'autres aspects. Les hommes, majoritaires dans les coopératives, mettent des obstacles à l'entrée des femmes comme associées à part entière, arguant qu'elles "sont très souvent enceintes".

Par ailleurs, comme le titre de propriété est au nom du mari, si celui-ci vient à mourir, la femme ne devient pas automatiquement membre de la coopérative. Certaines perdent ainsi le droit-même, si le couple divorce, le mari reste propriétaire et ce sont la femme et les enfants qui doivent partir. C'est pourquoi les déléguées réclament que le titre de propriété soit au nom de la famille.

Dans l'agriculture, les congés maternité - durant lesquels le salaire continue à être versé - ne sont pas réglementés. Une déléguée a cité l'exemple d'une paysanne qui s'est arrêtée de travailler 15 jours avant son accouchement et a repris 13 jours après. Une autre a évoqué le cas d'une jeune femme à qui les congés maternité ont été refusés parce qu'elle n'avait pas de mari.

Les travailleuses de l'agriculture sont très conscientes de la subordination dans laquelle elles sont maintenues. C'est pourquoi elles exigent de recevoir une formation qui leur permette de connaître la loi de réforme agraire et d'apprendre la gestion.

Mais elles veulent également recevoir une éducation sexuelle et une information sur la planification familiale. Dans certains endroits, les jeunes filles ont leur premier enfant entre 12 et 16 ans. Elles demandent également la création d'un fonds social pour construire des crèches rurales, qui leur permettraient d'avoir un meilleur rendement. Sur un autre plan, elles ont demandé des sanctions contre les hommes qui maltraitent leurs épouses et leurs enfants.

On estime que 50'000 femmes travaillent dans les coopératives. 16'000 environ sont affiliées à l'UNAG.

Cette première rencontre nationale a permis de faire un bilan et des propositions pour avancer.

EL SALVADOR: UNE ETRANGE TREVE

par Jorge Sampson

Managua, 2 mars, (ANN). Depuis que le FMLN a fait, le 24 janvier dernier, une proposition de paix au gouvernement salvadorien (voir Bulletin Hebdomadaire no. 142 du 1er février 89), les événements, parfois contradictoires, se succèdent rapidement. Le gouvernement et les partis politiques ont d'abord repoussé l'initiative de la guérilla. Puis ils ont changé d'attitude après que la majorité des gouvernements américains, y compris celui des Etats-Unis, aient trouvé la proposition positive. Les partis ont alors accepté de rencontrer le FMLN au Mexique, à la suite de quoi ils se sont engagés à provoquer une large discussion sur le texte de quoi ils se sont engagés à provoquer une large discussion sur le texte de la guérilla. Mais les militaires, qui ont le destin de la guerre entre les mains, se sont refusés à l'examiner.

Le 23 février, le président Duarte a présenté une contre-proposition dans laquelle il accepte de repousser les élections au 30 avril. Le jour-même, l'armée a décrété une trêve unilatérale sans qu'aucune négociation ait commencé.

Le FMLN avait de son côté proposé un cessez-le-feu, mais accompagné de réelles discussions pour résoudre globalement le conflit. C'est pourquoi il a qualifié la décision des forces armées gouvernementales de "manoeuvre publicitaire". Ses dirigeants ont demandé une rencontre au plus haut niveau, souhaitant qu'elle ait lieu dans les prochains jours avec la participation de l'armée, qui détient le pouvoir réel au Salvador.

Le commandante Venancio Salvatierra, membre de la Commission politico-diplomatique du FMLN-FDR de passage à Managua, a expliqué que l'attitude des forces armées est "insolite", car il n'y a aucun indice prouvant que le Haut commandement soit disposé à mettre fin à la guerre. De plus, le FMLN demande que sa proposition, faite pour arrêter le bain de sang, soit considérée avec sérieux.

ANN: La trêve décrétée par les forces armées signifie-t-elle que les militaires cessent de faire obstacle aux négociations ?

VS: Non. Il faut analyser les objectifs de cette décision. Nous avons demandé une rencontre au plus haut niveau sans recevoir de réponse, et maintenant voilà que l'armée décide une trêve qui va durer jusqu'à ce que Duarte quitte la présidence.

C'est inusité. Nous sommes d'accord avec le fait que chaque armée décrète unilatéralement une trêve pendant les conversations, mais elle n'a aucun sens si l'on a pas levé les obstacles qui empêchent le déroulement de négociations destinées à trouver une solution globale au conflit.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en faveur de notre proposition de paix, bien qu'au Mexique, tous les partis y compris ARENA (d'extrême-droite) se soient montrés disposés à impulser des conversations sur notre document. Maintenant, ARENA dit que le report des élections est impossible. Ce n'est pas sérieux de sa part.

ANN: Mais le cessez-le-feu des forces armées n'est-il pas un geste positif pour la paix ?

VS: Il n'a pas de sens car il est flou. Un cessez-le-feu est le résultat d'un pacte, il s'accompagne de conditions, ce n'est pas quelque chose d'abstrait. Il pourrait y avoir une trêve s'il y avait des négociations, mais ce n'est pas le cas.

ANN: La trêve de l'armée n'a donc aucune validité pour le FMLN.

VS: Nous avons déjà une large expérience dans ce domaine. Si nous acceptions, la "guerre sale" recommencerait, avec assassinats et enlèvements, mais sans que personne ne soit responsable, sinon, abstraitement, les escadrons de la mort. 50'000 Salvadoriens ont déjà perdu la vie de cette manière depuis 1982. On ne peut demander que le FMLN respecte dans ces conditions une semblable trêve. Pourquoi n'ont-ils pas répondu à notre proposition ? leurs actions ne seraient-elles que publicitaires ?

ANN: Commandante, pensez-vous que l'armée va permettre une solution négociée ?

VS: Il y a des aspects positifs et d'autres négatifs. Parmi les premiers, le plus important est que le rapport de forces est en notre faveur et écarte la possibilité d'une victoire de l'armée sur la guérilla.

Comme facteur négatif, il y a le fait que l'armée, depuis sa création comme corps moderne (après les massacres de 1932), a toujours été étroitement liée à la répression, au crime et à la corruption, ce qui rend les militaires peu enclins à une solution pacifique.

Mais l'armée n'est pas un corps monolithique. Par ailleurs, cette guerre, qui n'est soutenue que par les Etats-Unis, coûte très cher sans qu'il y ait de perspectives de victoire. C'est pourquoi l'Administration Bush cherche une solution d'un autre type. C'est une vraie menace pour les militaires qui savent bien que sans les Etats-Unis ils seraient vaincus en très peu de temps.

ANN: Le FMLN a annoncé qu'il ne ferait plus usage des voitures piégées. Pourquoi ?

VS: Cette arme est facile à utiliser car elle est de fabrication simple. Mais elle a parfois porté préjudice à la population civile, car elle est peu précise.

Notre décision revient à nous passer de quelque chose qui nous a été utile et nous a donné une grande indépendance logistique. Mais nous pensons que, puisque les voitures piégées ne garantissent pas la sauvegarde des civils - qui est un des nos principes les plus fondamentaux -, il vaut mieux ne plus les utiliser.

DROITS DE L'HOMME : QUI EST QUI EN AMERIQUE CENTRALE?

par Felipe Jaime

Managua, 2 mars (ANN) Les mots de démocratie et droits de l'homme reviennent comme un leitmotiv en Amérique centrale mais, des principes à leur application, il y a souvent long, comme le prouvent certaines statistiques. La démocratie politique signifie entre autres la liberté pour chaque individu de s'organiser et de défendre ses opinions en toutes garanties et sans risques. Ce principe est-il réellement respecté dans la région ?

Dans les faits, le Costa-Rica et le Nicaragua apparaissent comme les plus respectueux de la démocratie politique, pendant que le Guatemala, le Salvador et le Honduras se signalent par leur mépris de ce principe, en particulier en matière de droits de l'homme.

Au Nicaragua, à partir du 19 juillet 1979, avec la chute d'une des plus sanglantes dictatures latino-américaines s'est dessiné un paysage politique totalement nouveau. Il y a 25 partis ou groupes politiques, pour un électorat d'un peu plus d'un million et demi de personnes. L'éventail des partis politiques parlementaires et extra-parlementaires va des conservateurs et des libéraux aux socialistes et aux communistes, en passant par les socio-chrétiens et les socio-démocrates. Tous jouissent des pleines garanties en ce qui concerne leurs activités et leur propagande, dans le respect de la loi.

En matière d'atteintes aux droits de l'homme, le Nicaragua a été mis en question par certaines organisations humanitaires, par exemple *America's Watch*, qui ont précisé qu'il s'agissait de faits isolés. Ces organisations n'ont jamais relevé d'assassinat ou de persécution pour motif politique.

Au Costa-Rica existe également un large éventail de partis politiques qui exercent normalement leurs activités, y compris "Avantgarde populaire" (parti communiste), mais certains groupes de gauche sont harcelés dans la presse officielle ou par des groupes d'extrême-droite. Dans l'ensemble, le bilan de ce pays est positif.

Au Salvador, durant les dix dernières années, une dure répression gouvernementale a repoussé dans la clandestinité la majeure partie de organisations politiques pro-

gressistes, y compris certaines fractions de la démocratie chrétienne au pouvoir, tel que le "mouvement populaire socio-chrétien", qui vient juste de réintégrer l'action légale. Le parti communiste salvadorien, après plusieurs années de clandestinité, a décidé en 1980 de s'intégrer à la lutte armée, devant la forte répression qui frappait ses militants et la gravité de la crise économique, politique et sociale. Il fait partie aujourd'hui du Front Farabundo Martí pour la libération nationale.

Dans ce pays, la violation des droits de l'homme est la norme quotidienne. Fin 1987, H. Anaya, président de la commission salvadorienne des droits de l'homme, a été assassiné, et durant l'année 88 on a compté 1747 assassinats, 231 disparitions et 958 enlèvements, en majorité dans les rangs de l'opposition. Pour janvier de cette année, les chiffres s'élèvent à 43 assassinats, 105 enlèvements et 16 disparitions.

Au Guatemala, selon les organisations internationales des droits de l'homme, la répression politique des régimes qui se sont succédés ces trente dernières années laisse plus de 100'000 morts, 40'000 disparus, sans compter 100'000 exilés et plus d'un million de personnes déplacées dans le pays. En 1987, un gouvernement civil dirigé par le président Vinicio Cerezo est arrivé au pouvoir, mais la présence des escadrons de la mort et les atteintes aux droits de l'homme persistent. Ainsi, en 1988, selon les informations publiées dans les quotidiens *Prensa Libre* et *El Grafico*, 782 civils ont été assassinés et 317 ont disparu, dont 128 mineurs. Au total, selon ces sources, 1293 crimes politiques ont été commis.

Au Guatemala, il y a plusieurs partis politiques, principalement conservateurs, comme le puissant *Mouvement libéral national*, ou dits "centristes" comme le *Centre authentique nationaliste*. Mais les forces de gauche sont réprimées. Ainsi, le Parti guatémaltèque du travail est toujours illégal depuis 1954.

Quant au Honduras, la situation des droits de l'homme ne correspond pas à ce qu'affirme le président José Azcona, ainsi que certains faits le prouvent: le 14 janvier 1988, M.A. Pavón et M. Landaverde, dirigeants de la Commission des droits de l'homme qui s'étaient signalés par leurs critiques de la politique gouvernementale, ont été assassinés. En novembre 88, la journaliste du *Washington Post*, J. Preston, a été expulsée du pays parce que, selon le gouvernement, ses articles "dénigraient le peuple hondurien". Mais déjà, en 83, les forces armées avaient expulsé un autre journaliste, J. Lantigua, alors correspondant de l'UPI. Selon la Commission des droits de l'homme du Honduras (CODEH) dirigée par R. Custodio, qui a échappé de justesse à plusieurs attentats, 142 personnes ont disparu dans le pays depuis 1981, et 85 dirigeants paysans et syndicalistes ont été assassinés. Il n'existe pratiquement aucun espace politique légal pour la gauche. Le parti communiste se maintient dans la clandestinité depuis 1954, date de sa reconstruction. Il

avait alors été qualifié de "subversif" bien qu'il n'ait jamais été partisan de la lutte armée, qui a connu son apogée entre 82 et 84.

EN BREF :

L'AMÉRIQUE LATINE S'ORGANISE FACE A LA DETTE

Managua, 1er mars (ANN). Lorsque la crise économique menace de dériver en explosion sociale aux conséquences imprévisibles, il devient urgent de trouver une solution au problème de la dette.

Face à cette situation, l'Amérique latine fait montre d'une certaine maturité. Preuve en est la décision du Conseil latinoaméricain (instance supérieure du système économique latinoaméricain, SELA) de convoquer une conférence au niveau du continent sur l'endettement et de

créer un système d'information sur les négociations bilatérales avec la Banque mondiale. L'objectif de cette conférence latino-américaine sur la dette est de parvenir à une entente pour s'asseoir à la table de négociations avec la Banque mondiale, les organismes financiers et les pays ou groupes de pays créanciers afin de trouver une solution politique au problème. "Ce problème de la dette n'est pas seulement financier mais aussi politique, car il a des répercussions politiques sur nos pays" signale Henry Gill, secrétaire adjoint du SELA.

Le système d'information permettra de suivre l'état des négociations de chaque pays au regard de la dette, le type de concessions faites par tel créancier à tel pays débiteur, toutes données utiles pour l'ensemble des nations négociant leur dette." Les banques gardent le secret sur leurs transactions et ce réseau d'information sera d'une grande utilité.

Sans faire allusion à une relation entre la proposition du SELA et celle de Gorbatchev devant l'Assemblée de l'ONU en décembre dernier, H. Gill affirme cependant qu'il paraît difficile de régler le problème de la dette sans que les pays créanciers acceptent d'en effacer une partie et de limiter leurs taux d'intérêt.

H. Gill s'indigne de ce que "sur une décision de la trésorerie étatsunienne d'augmenter le taux d'intérêt de 1 %, l'Amérique latine se retrouve d'un jour à l'autre avec une dette supplémentaire de 4000 millions de dollars. Nous avons contracté une dette à faible taux d'intérêt et nous devons aujourd'hui payer des taux d'intérêt élevés. Cela doit changer".

Le contexte économique mondial est défavorable aux pays endettés: l'accroissement du protectionnisme dans les pays industrialisés entraîne un resserrement des mar-

chés, les institutions internationales réduisent chaque fois plus leurs flux monétaires vers les pays d'Amérique latine, plus personne ne veut investir dans des pays où l'endettement crée une insécurité économique permanente. Avec le paiement d'une dette qui s'accroît sans cesse, l'Amérique latine transfère ses capitaux vers les pays industrialisés au détriment de son développement. Face à cette situation commune faite aux pays d'Amérique latine, il paraît donc indispensable qu'ils se concertent et s'entendent pour chercher ensemble une solution.

D'AUTRES CULTURES POUR REMPLACER LE COTON

Managua, 28 fév. (ANN). De nouvelles cultures ont fait leur apparition au Nicaragua pour remplacer le coton, dont la faible rentabilité a déjà provoqué le recul.

Le président de la Commission nationale du coton, Miguel Vigil, a expliqué à l'ANN que la culture du coton a rencontré de sérieuses difficultés ces dernières années à cause de la chute des cours internationaux et du blocus exercé par les Etats-Unis. Sa surface est passée de 210'000 hectares avant 1984 à 40'600 hectares durant la campagne 1988/1989. Tant les producteurs privés que les fermes d'Etat ont décidé de la réduire à 35'000. Selon M. Vigil, "depuis plusieurs années nous essayons de remplacer le coton par le soja, le tournesol et le sésame pour l'exportation" et la production d'huile alimentaire et d'aliments pour l'élevage.

En ce qui concerne le soja, 2'800 hectares ont été semés sur les surfaces jusque-là consacrées au coton, mais l'objectif est d'arriver à 70'000 hectares dans les années qui viennent.

La culture du tournesol est encore expérimentale. Quant à celle du sésame, traditionnelle au Nicaragua mais partiellement négligées, elle va recevoir cette année un nouvel élan: on vient de semer 17'000 hectares, soit 2,5 fois plus que l'an dernier.

Le Nicaragua a reçu pour le développement de ces oléagineux une aide du FAO, du gouvernement argentin et du gouvernement brésilien. Des investissements ont été faits dans les huileries: de nouvelles technologies ont été installées pour permettre le traitement de ces nouveaux produits, qui remplaceront le coton.

SESSION DE L'OIT: ECHEC AUX MANOEUVRES CONTRE LE NICARAGUA

Zurich, 27 fév. (ANN). Plusieurs initiatives hostiles au Nicaragua au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT) ont été mises en échec au cours du mois de février.

Ces initiatives venaient de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et avaient reçues l'appui du Conseil supérieur de l'entreprise privée du Nicaragua (COSEP).

L'OIE, durant la 242ème session du Conseil d'Administration de l'OIT, à Geneve, a allégué "le manque de liberté syndicale et de liberté d'entreprise" au Nicaragua. Elle a de même accusé le gouvernement nicaraguayen de vouloir supprimer la liberté d'expression, de limiter l'activité des organisations d'employeurs privés, et de créer des conditions contraires au libre exercice de la démocratie et du pluralisme politique.

L'OIE avait sollicité en juin 1988 la création d'une "commission d'enquête", procédure juridique de vérification des accusations contre l'un des pays membres. Cependant, les informations fournies à plusieurs reprises par le représentant du Nicaragua et fondées sur des faits concrets ont fait échouer ces initiatives. Une commission de haut niveau de l'OIT a même visité le pays à l'invitation du gouvernement en septembre 1988. Elle a noté dans ses conclusions: "Malgré les difficultés que rencontre ce pays, le pluralisme politique et syndical existent au Nicaragua".

Malgré cela, l'OIE est revenue à la charge. Mais, lors de la 242ème session du conseil d'administration, elle n'a pas convaincu l'assistance du bien fondé de ses accusations et sa demande n'a pas été approuvée.

Le Nicaragua de son côté s'est montré disposé à collaborer à tout mécanisme de vérification qui pourrait être mis en place ultérieurement.

GRAND CONCOURS DU ROMAN POLICIER

Managua, le 27 fév. (ANN). Les éditions Vanguardia viennent de lancer un concours du roman policier et d'espionnage. Sont invités à y participer tous les auteurs de langue espagnole, quel que soit leur pays d'origine et leur lieu de résidence. Les manuscrits, de 150 pages minimum, doivent être envoyés avant le 17 octobre 1989.

Un même auteur peut présenter un roman policier et un roman d'espionnage, sous deux pseudonymes différents. Les résultats seront annoncés le 30 novembre et la remise de la récompense (l'équivalent de 3'000 dollars en cordobas au taux de change parallèle) aura lieu au cours d'une cérémonie officielle le 27 décembre.

Il existe peu d'ouvrages policiers ou d'espionnage en langue espagnole. Les éditions Vanguardia espèrent par ce concours susciter un renouvellement du genre tout en diversifiant ses propres publications, jusque-là consacrées essentiellement aux thèmes sociaux.

(Adresser les manuscrits à EDITORIAL VANGUARDIA, Primer Certamen latinoamericano de novela policiaca y de espionaje, Apartado postal A-29, Managua-Nicaragua).

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP
8042 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite